

INGENIUM - MUSÉES DES SCIENCES ET DE
L'INNOVATION DU CANADA

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL
(NON VÉRIFIÉ)

POUR LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN
LE 30 JUIN 2022

Rapport de gestion

30 juin 2022

Cette section du rapport financier trimestriel présente la discussion de la direction à propos du rendement financier de l'entreprise au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2022. Veuillez le lire en parallèle avec les états financiers trimestriels d'Ingenium, qui suivent cette section.

SURVOL

Au cours du premier trimestre, d'avril à juin, alors que la pandémie de la COVID-19 s'est atténuée et que les mesures de santé publique ont été graduellement assouplies, les activités dans les trois musées d'Ingenium sont presque revenues à la normale, bien que certaines mesures, comme l'achat de laissez-passer en ligne, aient été maintenues et que certaines expériences tactiles interactives dans les expositions aient été mises hors service temporairement.

Objectif stratégique 1 : Collaborer pour innover – inspirer l'ingéniosité canadienne

Comme les répercussions négatives de la crise sanitaire ont continué de s'atténuer au cours du premier trimestre de l'exercice, de plus en plus de programmes et d'activités ont été lancés ou ont repris dans les musées. Par exemple, le Labo en action de l'Université d'Ottawa au Musée des sciences et de la technologie du Canada a rouvert ses portes au début du mois de mai. Au Labo en action, des chercheurs collaborent pour mener des études de pointe sur le développement de l'enfant avec les parents et les enfants qui visitent le musée. Après une interruption de deux ans en raison de la pandémie de la COVID-19, les camps d'été pour enfants des trois musées ont recommencé la dernière semaine de juin et la première semaine de juillet.

Objectif stratégique 2 : Assurer l'accès à tous – repousser les limites de l'engagement

Au cours du premier trimestre, comme le montrent les exemples suivants, nous nous sommes efforcés d'améliorer l'accessibilité physique, cognitive, sensorielle et socio-économique de nos sites, programmes et activités.

Promouvoir l'accessibilité de nos musées et programmes au bénéfice de tous les visiteurs signifie notamment d'honorer, de comprendre et d'accommoder les modes de connaissance autochtones dans un esprit de réconciliation. Ingenium a en effet entamé un projet à long terme de collaboration avec des personnes et des collectivités autochtones, et au cours du premier trimestre, a fait de grands progrès en travaillant avec des étudiants et des chercheurs s'identifiant comme Autochtones pour aider à cocréer et à évaluer certaines ressources. Les symposiums sur les connaissances stellaires autochtones étant maintenant terminés, Ingenium continue de soutenir les futurs rassemblements en personne d'aînés et de gardiens du savoir algonquins ainsi que l'élaboration de matériel éducatif sur ce sujet.

Objectif stratégique 3 : Renforcer nos fondations

Pour améliorer la qualité de l'expérience des visiteurs et veiller à ce que tous les produits et services des trois musées répondent le mieux possible aux besoins et aux attentes des visiteurs au cours de l'année à venir, les trois musées ont procédé à une révision générale de leurs tarifs, ont apporté des modifications lorsque c'était nécessaire et ont mis en œuvre de nouvelles grilles tarifaires en juin.

Rapport de gestion

30 juin 2022

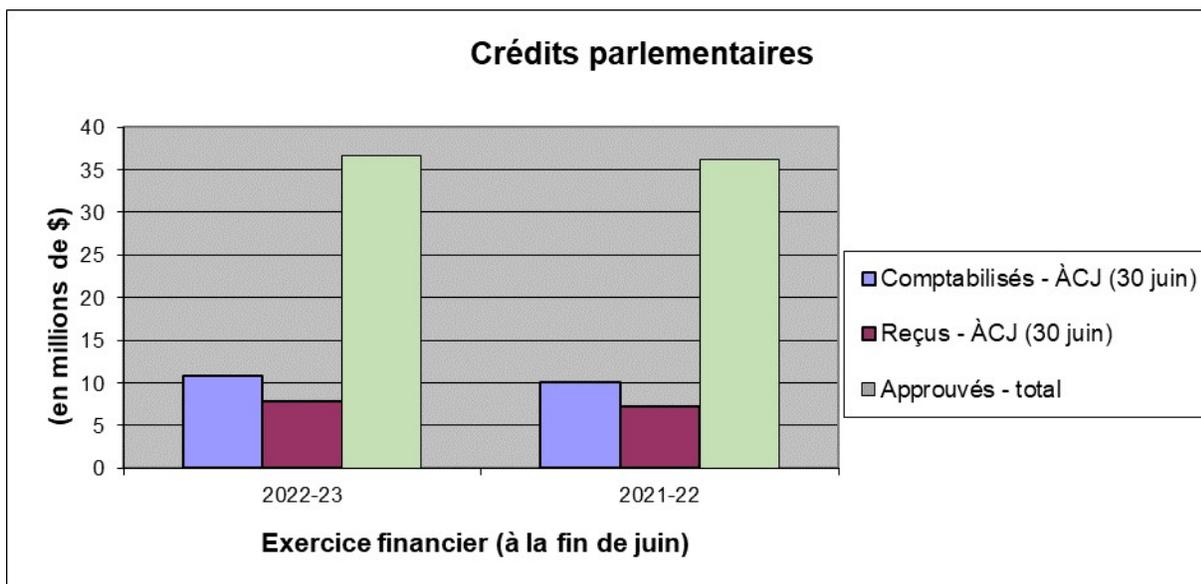
RÉSULTATS FINANCIERS

Le premier trimestre est habituellement rentable puisque les musées accueillent des centaines de groupes scolaires et organisent de nombreuses activités spéciales et festivités publiques, et la saison touristique commence. Toutefois, la pandémie a continué d'avoir une incidence négative sur la situation financière de la société. De façon générale, la société a affiché une perte de 0,184 million de dollars (c'était 1,527 million en 2021-2022) pour la période couverte dans ses actifs nets non affectés, qui sont passés de 4,684 millions de dollars au 31 mars 2022 à 4,5 millions de dollars au 30 juin 2022.

Afin d'aider à alléger certaines des pressions financières causées par la crise sanitaire et l'augmentation de l'impôt foncier, le gouvernement du Canada a décidé de fournir 38,3 millions de dollars aux six musées nationaux du Canada et à la Commission des champs de bataille nationaux, de 2022-2023 à 2024-2025.

Crédits parlementaires

Le total des crédits parlementaires figurant dans les états financiers de la société selon la méthode de comptabilité d'exercice pendant le premier trimestre de 2022-2023 est de 10,9 millions de dollars (10,1 millions en 2021-2022). Pour l'exercice 2022-2023, le total des crédits approuvés, y compris le financement d'urgence lié à la COVID-19, est de 36,6 millions de dollars (36,2 millions de dollars en 2021-2022). Ce financement spécial présenté par le gouvernement du Canada en juin 2022 comprend 8,05 millions de dollars en 2022-2023 (7,603 millions en 2021-2022) pour la société pour faire face aux pressions financières causées par la pandémie et l'augmentation de l'impôt foncier.

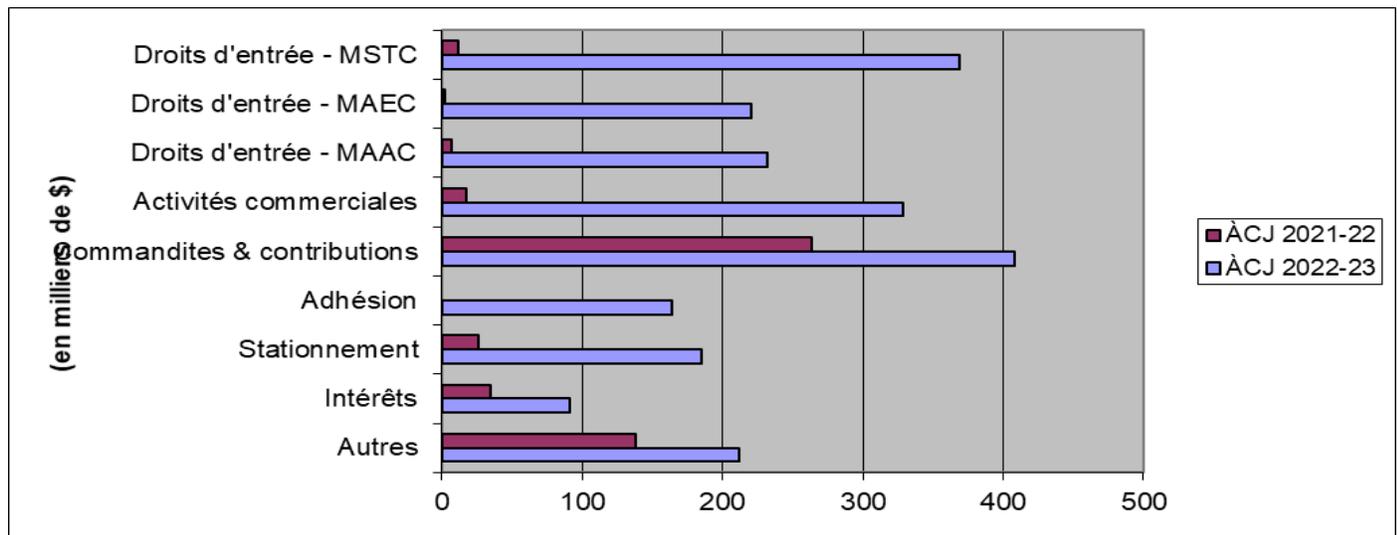


Rapport de gestion

30 juin 2022

Produits d'exploitation

À la fin du mois de juin 2022, les revenus du premier trimestre étaient plus élevés que ceux générés au premier trimestre de 2021-2022 (1,7 million de dollars en 2022-2023 par rapport à 0,2 million de dollars en 2021-2022). La faiblesse relative des revenus générés en 2021-2022 est entièrement attribuable aux fermetures temporaires et à la capacité réduite dans les musées étant donné les mesures de santé publique en réaction à la pandémie de la COVID-19. L'année dernière, les musées n'ont été ouverts que deux jours pendant le premier trimestre. Bien que les effets de la pandémie aient encore un effet sur la fréquentation dans les musées, les revenus ont augmenté de manière significative en 2022-2023, par rapport à 2020-2021 et à 2021-2022.

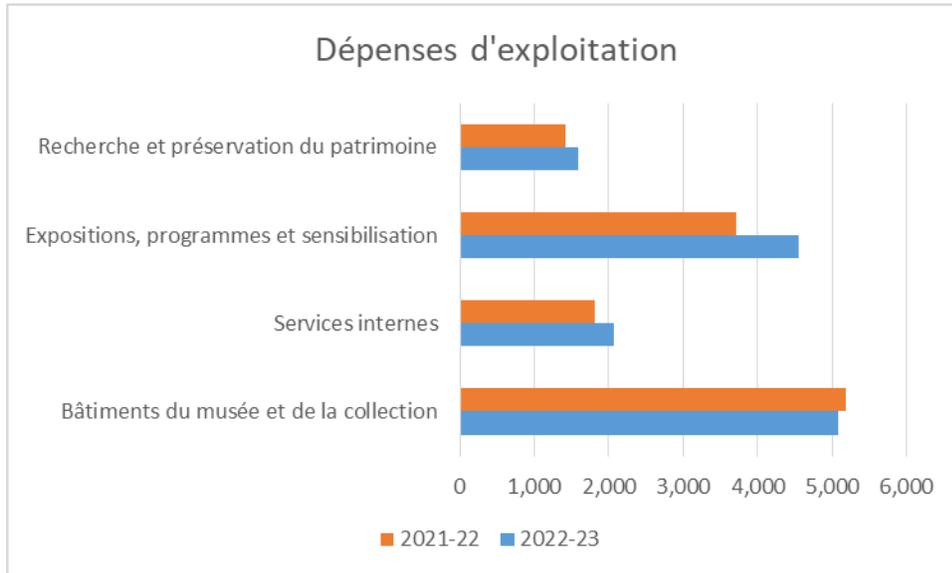


Dépenses d'exploitation

Les dépenses totales ont été de 13,285 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2022-2023 (12,1 millions en 2021-2022). Les dépenses relatives à la préservation du patrimoine et à la recherche, aux expositions, aux programmes et au rayonnement ainsi qu'aux services internes ont connu une augmentation, tandis que celles associées aux musées et aux immeubles abritant la collection ont légèrement diminué, passant à 5,1 millions de dollars (5,2 millions en 2020-2021). L'année dernière, des économies relativement importantes ont été réalisées en raison des fermetures temporaires des musées et de la réduction des activités de congrès et des déplacements. Les activités des musées revenant lentement à leur niveau pré-pandémique, les dépenses augmentent afin de pouvoir offrir les activités et les programmes dans les musées.

Rapport de gestion

30 juin 2022



Dépenses en capital

Pendant le premier trimestre de 2022-2023, la société a fait des investissements dans ses immobilisations d'un montant de 1,1 million de dollars (0,2 million en 2021-2022). Ces investissements sont en lien avec des projets visant à prolonger la durée de vie des immobilisations au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et des améliorations à des expositions permanentes. Des investissements majeurs sont prévus en 2022-2023 pour achever le Centre Ingenium au moyen de crédits spéciaux reçus à la fin de l'exercice 2021-2022. Au total, le gouvernement du Canada a annoncé un montant de 10 millions de dollars sur deux exercices financiers pour achever le bâtiment et le site du Centre Ingenium afin que les installations puissent satisfaire à l'ensemble des exigences fonctionnelles, pour régler les problèmes de santé et sécurité et d'accessibilité, et pour libérer tous les espaces d'entreposage loués suivant l'acquisition de tous les rayonnages nécessaires à l'entreposage de la collection.

Rapport de gestion

30 juin 2022

En 2022-2023, quatre risques importants inclus dans le profil de risque sont considérés supérieurs au seuil de tolérance de la société :

- **Biosécurité** : le risque qu'un incident lié à la biosécurité se produise sur la propriété d'Ingenium, dans le cadre de la prestation de ses services ou, à plus grande échelle, dans la région de la capitale nationale. La société atténue le risque de propagation de la COVID-19 en prenant diverses mesures, comme envoyer des employés en télétravail, augmenter les activités de nettoyage, se procurer de l'équipement de protection individuelle (EPI) pour le personnel essentiel, mettre en place toutes les mesures de santé publique et communiquer avec les employés et le public en ce qui concerne la santé et la sécurité dans les établissements d'Ingenium.
- **Financement fourni par le gouvernement** : le risque que la société ne recevra pas suffisamment de financement du gouvernement étant donné les coûts à la hausse, le défaut d'indexer le financement, et les nouvelles dépenses non provisionnées (pour couvrir les PERI pour le MSTC et le Centre Ingenium). Pour atténuer ce risque, surtout en contexte d'une diminution marquée des recettes, la société a maintenu une communication continue avec le gouvernement en ce qui concerne ses besoins opérationnels et financiers. Un financement ponctuel a été annoncé pour couvrir les PERI associés au Centre Ingenium de 2022-2023 à 2024-2025.
- **Concurrence et conditions du marché** : le risque qu'Ingenium ne puisse pas réagir de façon adéquate aux changements dans les tendances du marché, qu'elle ne puisse pas rester compétitive et qu'elle ne puisse pas générer suffisamment de revenus. En raison de la pandémie, le tourisme dans la région a considérablement diminué, et étant donné la fermeture temporaire des musées en conformité aux mesures de santé publique en réaction à la crise sanitaire, les revenus provenant des visites dans les musées ont connu une chute extraordinairement marquée. Pour remédier à la baisse de revenus, la société a diminué ses effectifs ayant un poste d'une durée déterminée et les heures de travail du personnel des musées, et a considérablement diminué ses dépenses dans tous les secteurs de l'organisme. Elle a également demandé de l'aide financière au gouvernement fédéral, laquelle a été approuvée en juin 2022.
- **Commandites, contributions et philanthropie** : le risque que la société ne pourra pas obtenir la quantité voulue de commandites et de contributions (y compris les dons philanthropiques) de tiers étant donné sa capacité limitée de réaliser des activités de collecte de fonds, et la fausse perception qu'elle est une institution fédérale entièrement financée par le gouvernement. Pour atténuer ce risque, la société a travaillé à renouveler ses ententes de financement, et elle examine le paysage de la philanthropie afin de réajuster sa stratégie de collecte de fonds.
- **La société surveille également de près d'autres risques liés à la capacité de la main-d'œuvre, au déplacement de la collection qui se poursuivra en 2022, à l'opérationnalisation de son infrastructure numérique créative et à la cybersécurité.**

États financiers

Rapport Financier Trimestriel (non vérifié)

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient des registres et documents comptables, des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à ses règlements ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Christina Tessier
Le présidente-directrice générale

Kimberlee Hemming
Directrice générale des opérations de la Société

Le 24 août 2022

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non vérifié)

Au 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022		31 mars 2022	
ACTIF				
À court terme				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 974	\$	29 607	\$
Créances				
Ministères	370		507	
Clients	323		407	
Stocks	582		543	
Frais payés d'avance	803		859	
	<u>29 052</u>		<u>31 923</u>	
Collection (note 3)	1		1	
Immobilisations	246 479		248 427	
	<u>275 632</u>	\$	<u>280 351</u>	\$
PASSIF				
À court terme				
Créditeurs et charges à payer				
Ministères	8 583	\$	10 366	\$
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs	423		423	
Apports reportés et produit reporté	13 874		14 804	
	<u>22 880</u>		<u>25 593</u>	
Avantages sociaux futurs	476		476	
Avance à long terme (note 4)	4 208		4 208	
Apports reportés liés aux immobilisations	233 466		235 288	
	<u>261 030</u>		<u>265 565</u>	
ACTIF NET				
Non affecté	4 500		4 684	
Investissement en immobilisations	10 102		10 102	
	<u>14 602</u>		<u>14 786</u>	
	<u>275 632</u>	\$	<u>280 351</u>	\$

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1 2022		T1 2021	
PRODUITS				
Exploitation (Tableau 1)	1 711	\$	202	\$
Contributions (Tableau 1)	408		264	
Intérêts	91		35	
Total des produits	2 210	\$	501	\$
CHARGES (Tableau 2)				
Recherche et préservation du patrimoine	1 584		1 414	
Expositions, programmes et sensibilisation	4 543		3 713	
Services internes	2 069		1 810	
Bâtiments du musée et de la collection	5 089		5 180	
Total des charges	13 285		12 117	
Déficit avant les crédits parlementaires	(11 075)		(11 616)	
Crédits parlementaires (note 5)	10 891		10 089	
Perte net de la période	(184)	\$	(1 527)	\$

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	30 juin 2022	31 mars 2022
Investissement en immobilisations au début de la période	10 102 \$	10 102 \$
Investissement en immobilisations au cours de la période	-	-
Investissement en immobilisations à la fin de la période	10 102	10 102
Bénéfice non affecté au début de la période	4 684	1 933
Bénéfice (perte) net de la période	(184)	2 751
Bénéfice non affecté à la fin de la période	4 500	4 684
ACTIF NET À LA FIN DE LA PÉRIODE	14 602 \$	14 786 \$

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1 2022	T1 2021
Activités de fonctionnement :		
Encaissements (clients et donateurs)	2 547 \$	372 \$
Crédits parlementaires reçus pour les dépenses d'exploitation	7 884	7 084
Décaissements (fournisseurs)	(6 424)	(5 107)
Décaissements (salaires et avantage sociaux)	(5 532)	(5 099)
Sommes reçues de la fondation	15	212
Intérêts reçus	73	31
Total des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>(1 437)</u>	<u>(2 507)</u>
Activités d'investissement en immobilisations :		
Décaissements relatifs à l'acquisition d'immobilisations	(1 247)	(640)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(1 247)</u>	<u>(640)</u>
Activités de financement :		
Commandites reçues pour l'acquisition d'immobilisations	-	341
Crédits parlementaires reçus pour l'acquisition d'immobilisations	51	100
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>51</u>	<u>441</u>
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 633)	(2 706)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>29 607</u>	<u>21 778</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<u><u>26 974 \$</u></u>	<u><u>19 072 \$</u></u>

Les notes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2022

Les états financiers trimestriels d'INGENIUM - musées des sciences et de l'innovation du Canada doivent être lus de concert avec les états financiers annuels vérifiés les plus récents ainsi qu'avec le compte rendu faisant partie du rapport financier trimestriel.

1. Pouvoirs, mission et activités

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1^{er} juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujetti à l'impôt sur les bénéfices en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Tel que le mentionne la *Loi sur les musées*, la Société a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

La Société exerce ses activités sous le nom d'INGENIUM - musées des sciences et de l'innovation du Canada. Elle gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada. Les activités de la Société sont réparties en quatre activités complémentaires :

Préservation du patrimoine

Cette activité comprend la documentation, le catalogage, la conservation, la recherche historique, la bibliothèque et les services connexes.

Diffusion des connaissances

Cette activité comprend l'élaboration et l'entretien des expositions, les programmes d'interprétation et d'enseignement, de communication et de promotion, la diffusion sur le Web et les autres services aux visiteurs.

Services internes

Cette activité comprend les services de ressources humaines, des finances et de la gestion des installations, du développement d'entreprise et des activités commerciales, qui sont tous gérés centralement.

Installations

Cette activité comprend les frais de fonctionnement et d'entretien des immeubles qui appartiennent à la Société et de ceux qui sont loués, ainsi que les services de sécurité. Elle comprend également une partie considérable des charges d'amortissement étant donné que les acquisitions d'immobilisations se rapportent principalement aux installations de la Société.

Directive conformément à l'article 89 de la *Loi sur l'administration financière*

En juillet 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1105) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et pour rendre compte de la mise en œuvre de cette instruction dans son plan d'entreprise. Dans le but de rencontrer les exigences et de se conformer à la directive du Conseil du Trésor, la Société a révisé ses politiques, directives et pratiques concernant les voyages et les frais d'accueil.

30 juin 2022

2. Conventions comptables

Les conventions comptables importantes sont :

(a) Base de présentation

Ces états financiers ont été préparés en accordance avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public, applicables aux organismes gouvernementaux sans but lucratif. La Société a préparé les états financiers en appliquant la série 4200 du PSAS. La Société applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports pour les organismes sans but lucratif.

(b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les placements de la Société sont très liquides parce qu'ils sont remboursables sur demande sans préavis ni pénalité et sont limités à des placements à revenus fixes auprès d'institutions financières de renom qui sont des membres de l'Association Canadienne des Paiements, à des effets garantis par les gouvernements et à des effets commerciaux cotés A++ par la Société canadienne d'évaluation du crédit.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés se présentent des crédits non utilisés et des contributions reportées des individus et des entreprises pour une fin déterminée.

(c) Créances

La Société établit une provision pour créances douteuses, qui reflète la baisse de valeur estimative des créances. La provision est basée sur les comptes clients et est déterminée en considérant les connaissances de la Société sur la situation financière de ses clients, l'âge des comptes clients, le climat politique et économique actuel, la concentration des clients, les normes de l'industrie et l'historique de recouvrement.

Les pertes sur créances sont comptabilisées dans l'état des résultats, dans les charges d'exploitation.

(d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, alors que la valeur de réalisation nette est basée sur le prix de détail.

(e) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la Société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de 1 000 \$ à l'état de la situation financière, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative.

Les objets de collection acquis par la Société sont comptabilisés comme charges dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont enregistrés comme actifs à leur valeur nominale.

(f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées selon les méthodes suivantes. Les immobilisations corporelles dont la Société s'est portée acquéreur et qui lui appartiennent sont comptabilisées

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2022

Au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les terrains et bâtiments appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés à leur coût historique estimatif moins l'amortissement cumulé, dans le cas des bâtiments. Le coût historique estimatif net des bâtiments a été crédité aux apports reportés liés aux immobilisations et le coût historique estimatif des terrains a été crédité à l'actif net à titre d'investissement en immobilisations à l'état de la situation financière. Les terrains dont le coût historique ne peut pas être établi avec une certaine assurance sont comptabilisés à une valeur nominale et un montant correspondant est crédité à l'actif net. Les améliorations qui prolongent la vie utile ou le potentiel de service des bâtiments et des expositions sont capitalisées et comptabilisées au coût. Les améliorations aux bâtiments et aux expositions sont amorties sur la durée de vie utile des améliorations.

Lorsque les conditions indiquent qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société à fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs associés à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la diminution de la valeur de l'actif. La réduction de valeur nette est alors comptabilisée à titre de dépense dans l'état des résultats.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, selon la règle de la demi-année pendant l'exercice d'acquisition, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Mobilier de bureau	5 à 12 ans
Matériel	5 à 12 ans
Logiciels	5 ans
Expositions permanentes	5 à 20 ans

Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont virées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

(g) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

L'ensemble des employés de la Société participe au Régime de retraite de la fonction publique, un régime à prestations déterminées établi en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les cotisations doivent être versées par les employés et la Société afin de couvrir les coûts liés au service courant. En vertu de la loi actuelle, la Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer d'autres cotisations en ce qui a trait aux services passés ou au déficit du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées dans les dépenses de l'année où les services ont été rendus et représentent l'obligation totale des avantages sociaux futurs de la Société.

ii) Indemnités de départ et prestations de cessation d'emploi

Avant le 11 mai 2012, les employés avaient droit à des indemnités de départ, tel que prévu dans les conventions collectives et les conditions d'emploi. La Société a éliminé ces indemnités à compter du 11 mai, 2012 et les montants non-payés à la fin de l'exercice ont

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2022

Été comptabilisés à titre de courus et sont recalculé chaque année afin de prendre en considération les augmentations de salaire.

La Société continue de fournir des prestations de cessation d'emploi aux employés mis à pied. Les indemnités de départ et les prestations de cessation d'emploi ne sont pas capitalisées d'avance et ne détiennent donc aucun actif. Elles seront prélevées sur les crédits futurs.

iii) Congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquièrent pas. La Société comptabilise le coût des congés de maladies futurs au cours des périodes pendant lesquelles les employés rendent des services à la Société. L'évaluation du passif est fondée sur la meilleure estimation de la direction de l'inflation, les taux d'actualisation, les données démographiques des employés et l'utilisation des congés de maladie des employés actifs.

(h) Constatation des produits

i) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada accorde des fonds à la Société.

Les crédits parlementaires reçus pour l'achat des immobilisations amortissables, y compris les expositions dont la durée de vie utile est supérieure à un an, sont initialement comptabilisés comme apports reportés dans l'état de la situation financière. Quand un achat est effectué, la partie du crédit parlementaire utilisée pour effectuer l'achat est comptabilisée comme apports reportés liés aux immobilisations et est comptabilisée à titre de revenus selon la même méthode et pour les mêmes périodes que les immobilisations connexes acquises.

Les crédits parlementaires affectés à des dépenses précises sont reportés sur le bilan et comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats pendant la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées.

Les crédits parlementaires qui ne sont pas affectés à une fin précise sont comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats de la période pour laquelle le crédit parlementaire est autorisé.

ii) Fonctionnement

Les revenus découlant des activités des Musées comprennent les droits d'entrée et la vente de programmes, les ventes en boutique, la location des installations, les adhésions, les commandites, l'exploitation agricole et d'autres revenus. Ils sont constatés dans l'année au cours de laquelle la vente de produits est conclue ou au cours de laquelle les services sont fournis.

iii) Contributions

Les contributions provenant des commandites reçues pour l'acquisition et la conception des expositions dont la durée de vie utile est supérieure à un an sont d'abord comptabilisées à l'état de la situation financière à titre d'apports reportés (note 2). Lorsqu'un achat est effectué, la partie des commandites utilisée pour ce faire est inscrite à titre d'apports reportés liés aux immobilisations et comptabilisée à titre de revenus selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations connexes acquises.

Les apports affectés à l'externe à des fins précises sont reportés à l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de revenus à l'état des résultats durant l'exercice au

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2022

Cours duquel les dépenses connexes sont comptabilisées et les exigences sont satisfaites.

Les contributions non restrictives sont comptabilisées à titre de revenus à l'état des résultats dès qu'elles sont reçues ou sont recevables, si le montant peut être raisonnablement estimé et si la rentrée est raisonnablement assurée.

Les apports en nature, lorsqu'ils sont utilisés dans le cours normal des activités de la Société et que celle-ci aurait eu à les acheter autrement, sont comptabilisés à leur juste valeur marchande estimée au moment de leur réception. Puisqu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, les services fournis par les bénévoles et les autres entités liées, ainsi que les objets donnés à la collection (note 3) ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

iv) Produits d'intérêts

Les intérêts sont constatés et comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(i) Conversion de devises

Les opérations en devises étrangères sont converties en dollars canadiens en fonction du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur au 30 juin.

Les gains et les pertes réalisés découlant de la conversion de devises sont reportés dans l'état des résultats. Les gains sont reportés au titre de produits divers dans le tableau des produits d'exploitation et les pertes sont reportées au titre de charges diverses dans le tableau des charges.

(j) Actifs et passifs financiers

La Société classe les instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale en fonction des raisons pour lesquelles les actifs financiers ont été acquis ou les passifs ont été engagés. Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers à leur comptabilisation initiale correspond au prix de transaction, soit la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Suivant leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués par l'application du traitement comptable qui correspond à leur classement.

Les actifs et les passifs financiers sont évalués au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les créances. Les passifs financiers comprennent l'avance à long terme, ainsi que les créditeurs et les charges à payer.

(k) Opérations entre apparentés

i) Opérations entre entités

Les opérations interentités sont des opérations entre des entités contrôlées par des capitaux communs. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées en chiffres bruts et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- Les opérations interentités sont évaluées à la valeur d'échange lorsqu'elles sont effectuées conformément à des conditions semblables à celles qui seraient adoptées si les entités n'avaient pas de lien de dépendance, ou lorsque le coût payé est récupéré.
- Les biens et services reçus sans frais entre les entités contrôlées par des capitaux communs ne

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2022

Sont pas comptabilisés.

ii) Autres opérations entre apparentés

Les opérations entre apparentés, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

l) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles si certains événements futurs incertains surviennent ou ne surviennent pas. S'il est probable que l'événement futur survienne ou ne survienne pas et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes aux états financiers.

(m) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes du secteur public, applicables aux organismes gouvernementaux sans but lucratif, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des produits et des charges présentés dans les états financiers de l'exercice.

Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Les résultats réels pourraient différer grandement des estimations. Ces estimations sont examinées annuellement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont inscrits dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Collection

Une partie de la mission de la Société est de « promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques [...] ». Cette collection représente l'actif principal de la Société et est répartie entre les secteurs suivants :

- les communications;
- les ressources non renouvelables et le design industriel;
- les ressources naturelles;
- les sciences physiques et la médecine;
- les ressources renouvelables, qui comprennent l'agriculture et la foresterie;
- les instruments, outils et systèmes ayant des applications directes en mathématiques, en chimie, en physique, ainsi qu'en astronomie, astrophysique, météorologie, arpentage et cartographie, et technologies de l'information;
- les transports: terrestre, maritime, aérien et spatial.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2022

4. Avance à long-terme

De 2008 à 2010, la Société a reçu des fonds du Secrétariat du Conseil du Trésor pour construire des salles de classe, des aires de vente au détail et un auditorium au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada.

<i>(en milliers de dollars)</i>	2022	2021
Financement pour la construction d'Installations génératrices de profit	4 208 \$	4 208 \$
	4 208 \$	4 208 \$

La Société a reçu les fonds sur la prémisse qu'un mécanisme de remboursement sera établi. Toutefois le remboursement des fonds pour la construction d'installations génératrices de profit n'était pas prévu avant 25 ans après le début du projet. Au 30 juin 2022, un mécanisme de remboursement doit encore être établi pour la construction d'installations génératrices de profit. La Société n'a pas d'intérêt à payer sur cette avance de fonds.

5. Crédits parlementaires

<i>(en milliers de dollars)</i>	2022	2021
Budget principal des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	7 879 \$	7 129 \$
	7 879 \$	7 129 \$
Crédits reportés utilisés dans l'année en cours	1 258	481
Montants utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables	(937)	(165)
Amortissement des apports reportés liés aux immobilisations	2 691	2 644
Crédits parlementaires	10 891 \$	10 089 \$

6. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, la Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés comprennent également les membres clés de la direction qui possèdent l'autorité et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités de la Société, c'est-à-dire l'équipe de la haute direction, tous les membres du conseil d'administration et les membres de leur famille immédiate. À l'exception des opérations décrites ci-dessous, la Société réalise des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités aux mêmes conditions qu'avec des parties non apparentées. Ces opérations sont comptabilisées à la valeur d'échange.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2022

Au cours de l'année, la Société a obtenu des services réalisés sans frais par Agriculture et Agroalimentaire Canada et par le Bureau du vérificateur général du Canada. Le bail pour la location des bâtiments du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada sur le site de la Ferme expérimentale centrale et les services d'audit ont été assurés sans frais, et ne sont pas présentés dans l'état des opérations de la Société.

La Société est également liée à d'autres entités en raison de l'influence considérable qu'elle exerce sur ces organisations. Les opérations entre apparentés avec la Fondation (note 7) et l'Aéroclub Rockcliffe (note 8) sont présentées ailleurs dans ces états financiers.

7. Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada

La Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada (la Fondation) a été constituée le 14 novembre 2007 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* depuis le 1^{er} avril 2008. C'est une entité juridique distincte du Musée national des sciences et de la technologie, et tous les fonds qui seront recueillis par la Fondation seront destinés aux projets déterminés par la Fondation.

8. Aéroclub Rockcliffe

L'Aéroclub Rockcliffe (Rockcliffe Flying Club, RFC) est une organisation à but non-lucratif qui a pour objectif d'offrir des cours de pilotage reconnue par Transports Canada à ses membres et fournir des avions à ses membres pour des fins récréatives. Le RFC gère l'aéroport de Rockcliffe, qui est la propriété de la Société des musées de sciences et technologies du Canada et qui est situé sur le terrain du Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a un intérêt économique dans le RFC en raison des importantes ressources fournies à l'Aéroclub en échange de l'entretien des lieux. La Société permet au RFC d'utiliser l'aéroport sans frais en échange de l'exploitation et de l'entretien des pistes, des voies de circulation, des aires de trafic, des terrains, des stationnements et de la voie d'accès. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services reçus ou des services offerts, l'opération n'est pas comptabilisée dans les présents états financiers.

9. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses réclamations ou actions judiciaires. Dans la mesure où il est probable que l'événement futur survienne ou ne survienne pas et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge est consignée dans les états financiers de la Société. Au 30 juin 2022, aucune provision n'a été comptabilisée suite à l'évaluation par la Société et le cabinet juridique externe des passifs éventuels (2021 - aucune provision). L'effet éventuel du règlement de ces litiges sera comptabilisé lorsqu'il pourra être déterminé. Au 30 juin 2022, la Société n'a pas d'actif éventuel à présenter.

**TABLEAU 1: TABLEAU DES PRODUITS D'EXPLOITATION
ET DES CONTRIBUTIONS (non vérifié)**

pour le trimestre terminé le 30 juin

Produits d'exploitation

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1	T1
	2022	2021
Droits d'entrée et programmes		
Sciences et technologie	369 \$	12 \$
Aviation et espace	220	2
Agriculture et alimentation	232	7
Ventes dans les boutiques	269	11
Location des installations et concessions	60	6
Stationnement	185	26
Adhésion	164	-
Activités de la Ferme	110	100
Expositions itinérantes	28	4
Autres Produits	74	34
TOTAL	1 711 \$	202 \$

\$

Contributions

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1	T1
	2022	2021
Subventions et commandites	318 \$	185 \$
Autre contributions de la Société et des individus	90	79
TOTAL	408 \$	264 \$

TABLEAU 2: TABLEAU DES CHARGES (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

(en milliers de dollars)	T1		T1	
	2022		2021	
Coûts du personnel	6 114	\$	5 518	\$
Amortissement des immobilisations	2 902		2 810	
Impôt foncier	835		891	
Frais de gestion immobilière	655		623	
Matériaux et fournitures	574		376	
Services Publics	504		448	
Services professionnels et spéciaux	417		405	
Services de protection	256		247	
Réparation et entretien des bâtiments	179		178	
Loyer des immeubles	140		227	
Boutique et commercialisation des produits	132		5	
Publicité	110		19	
Conception et affichage	106		111	
Réparation et entretien du matériel	100		130	
Fret, messagerie et camionnage	68		13	
Charges diverses	59		30	
Communication	55		57	
Fourniture et matériel de bureau	24		6	
Déplacements	22		0	
Publication Charge divers	21		9	
Location de matériel	9		12	
Acquisition d'objets pour la collection	2		-	
Livres	1		2	
Total	13,285	\$	12 117	\$